

Produits Toxiques : deux poids, deux mesures

The background of the entire page is a solid orange color. In the upper right quadrant, there is a close-up, slightly out-of-focus image of a blue plastic bottle cap. In the lower right quadrant, there is a close-up, slightly out-of-focus image of a crumpled, dark-colored plastic bag. The text is overlaid on the left side of the image.

Comment l'Europe vend des produits jugés trop dangereux pour les européens au reste du monde

Septembre 2024

INITIATEURS

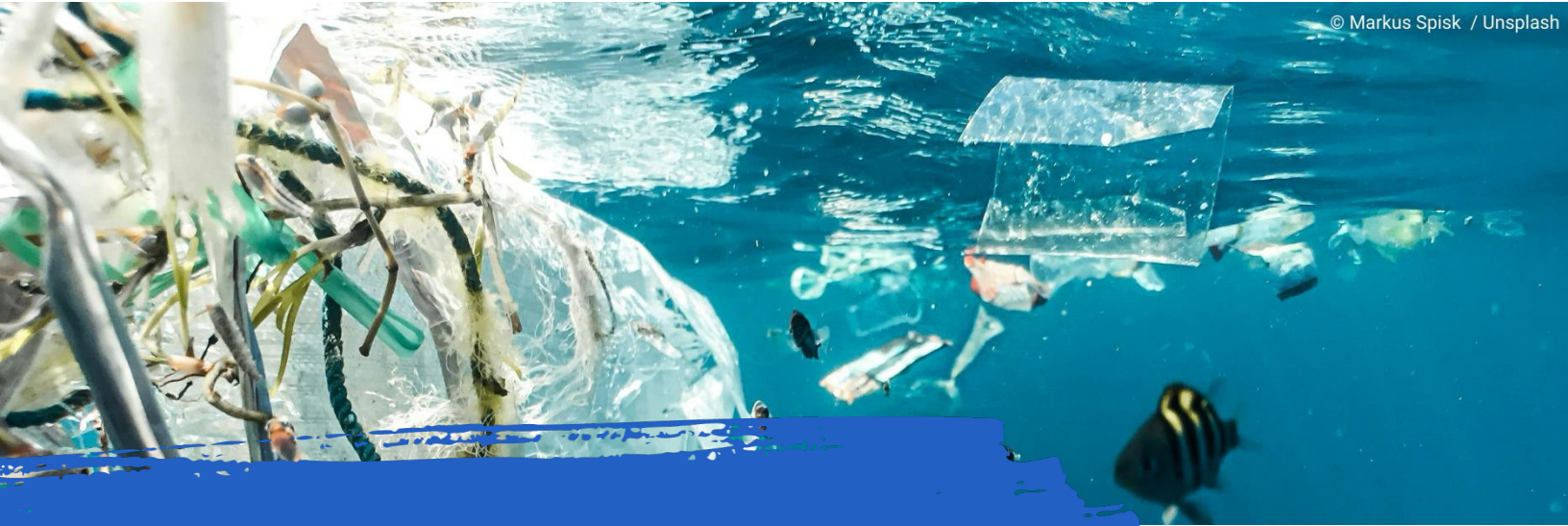
Greenpeace
Institut Veblen
Child Rights International
Network (CRIN)
Amnesty International
Eurogroup for Animals
Fair Trade Advocacy Office
(FTAO)
European Environmental Bureau
(EEB)
Public Eye
SOLIDAR
European Trade Justice Coalition
Friends of the Earth Europe

SOUTIENS

AbibiNsroma Foundation
Acción Ecológica
Action des Femmes pour une
Planète Bio (AFEPB) Cameroun
AEEFG Tunisia
AGENDA for Environment and
Responsible Development
Alana Institute
Alliance for Action on Pesticide
in Nigeria
Asia Monitor Resource Centre
(AMRC)
Association Adéquations
Association APEDDUB Tunisia
Association for Community
Development (ACD)
Association For Promotion
Sustainable Development
(APSDHISAR)
Association Jeunesse pour
l'Environnement et le
Développement Durable (AJEDD)
Caribbean Poison Information
Network (CARPIN)
CCFD-Terre Solidaire
CHEM Trust
Centre for Citizens Conserving
Environment & Management
(CECIC) Uganda
Children's Environmental Health
Foundation
CIDSE
Civil Society Advocacy Network
on Climate Change and the
Environment
Community Action Against
Plastic Waste (CAPWs)
Community Transformation
Foundation Network (COTFONE)
Coordination gegen BAYER-
Gefahren
Corporate Europe Observatory
(CEO)
CNCD-11.11.11

DKA Austria - Dreikönigsaktion
Hilfswerk der Katholischen
Jungschar
Earth Thrive
Eclosio
ECOCITY
Ecological Alert and Recovery -
Thailand (EARTH)
EcoNexus
Ekō
Ekologi brez meja
Entraide et Fraternité
Environment and Social
Development Organization -
ESDO
Equidad de Género, Ciudadanía,
Trabajo y Familia (México)
European Network for
Environmental Medicine
European Professional
Beekeepers Association (EPBA)
FDCL-Center for Research and
Documentation Chile-Latin
America
Feedback EU
FIAN Germany
Fidra
FOCSIV - Italian Christian
federation for international
voluntary service
Fondation pour la Nature et
l'Homme (FNH)
Foodwatch Netherlands
Friends of the Earth
International
Gallifrey Foundation
Générations Futures
German NGO Forum on
Environment and Development
GLOBAL 2000
Global Media Foundation
Hamraah Foundation
Handel Anders!
Hands for Environment and
Sustainable Development -
Jordan
HEJSupport
Hogar sin Tóxicos
Humundi
Interfacing Development
Interventions for Sustainability
(IDIS), Inc.
IPEN (International Pollutants
Elimination Network)
Irish Council for Civil Liberties
ISDE Italia - International Society
of Doctors for Environment
Jagrata Juba Shangha (JJS)
Japan Endocrine-disruptor
Preventive Action (JEPA)
Journalists for Human Rights
(JHR)

Khanyisa Education and
Development Trust
Muchi Children's Home
Nanny Africa
Naturefriends Greece
Naturvernforbundet
Navdanya International
Neo-Agri
Netzwerk gerechter Welthandel
Nexus3 Foundation
Ocean. Now!
Olof Palmes Internationella
Center
ONG LA GRANDE PUISSANCE DE
DIEU
PAN Germany
Pesticide Action Network (PAN)
Africa
Pesticide Action Network
Netherlands
Pesticide Action Network UK
Plastic Soup Foundation
Platform Aarde Boer Consument
Powershift
Race for Water Foundation
Rainforest Alliance
RAPAL Uruguay
Red de Acción sobre plaguicidas
y Alternativas en México (RAPAM)
Réseau Environnement Santé
(R.E.S)
Rural Women's Association for
Agroecology (RWAA)
Supporters for the Health and
Rights of People in the
Semiconductor Industry
(SHARPS)
Slow Food Deutschland
Solidarité pour la Protection des
Droits de l'Enfant (SOPRODE)
Somali Greenpeace Association
(SOGPA)
Sustainable Environment
Development Initiative (SEDI)
Nigeria
Taiwan Watch Institute
TJG-Timua justice and
Governance
ToxicsWatch, India
TROCA - Plataforma por um
Comércio Internacional Justo
Umanotera, The Slovenian
Foundation for Sustainable
Development
Umweltinstitut München e.V.
UK Hazards Campaign
Via Pontica Foundation
Voedsel Anders Nederland
Women in Climate Change Action
Women on Farms Project, South
Africa
ZERO - Associação Sistema
Terrestre Sustentável



Résumé

Pesticides et jouets toxiques, plastiques à usage unique polluants : certains produits ne peuvent pas être mis sur le marché de l'UE en raison de leur nocivité pour la santé et l'environnement. Pourtant, ils continuent à être fabriqués sur le territoire européen pour être exportés en dehors des frontières de l'UE.

En effet, plusieurs textes législatifs européens – notamment ceux qui interdisent certains produits en raison de leur impact sur la santé, les droits humains, l'environnement et le bien-être animal – ne s'appliquent pas aux biens produits dans l'UE et destinés à être utilisés ou consommés dans des pays non-membres de l'UE.

La législation européenne permet ainsi à des entreprises de l'UE de tirer profit de la vente de produits nocifs pour l'environnement, la santé et les droits humains des populations vivant en dehors de l'UE.

L'UE doit urgemment adopter une législation horizontale pour mettre fin à ces exportations.



INTRODUCTION

L'Union européenne (UE) a pris des mesures importantes pour que son marché et les biens produits et vendus sur son territoire soient plus durables, sûrs et écologiques. Bien qu'encore insuffisants, plusieurs textes législatifs ont été adoptés, ou mis à jour, afin de réduire l'impact de certaines méthodes de production ou de certains biens sur la santé et les droits humains des consommateurs européens, ainsi que sur le bien-être animal et l'environnement dans l'ensemble de l'UE.

Dans le même temps, le marché intérieur de l'UE dépend d'une économie mondiale qui, dans sa forme actuelle, repose sur des échanges écologiquement inégaux. Les pays à faible revenu sont exportateurs nets de ressources biophysiques (matières premières, énergie) vers des pays à revenu élevé tels que les États membres de l'UE. Malgré ses efforts en faveur d'une plus grande durabilité sur son territoire, l'UE a encore beaucoup à faire pour s'attaquer aux externalités de sa propre production.

A l'heure actuelle, l'UE ferme les yeux sur le degré de durabilité des biens produits dans l'UE et destinés à être exportés vers des pays tiers, violant ainsi le principe de cohérence des politiques pour le développement inscrit dans les traités de l'UE.²

¹ Dorninger et al, 2021, [Global patterns of ecologically unequal exchange : Implications for sustainability in the 21st century](#).

² Voir l'article 208 du Traité de Lisbonne (2009) et le Consensus européen pour le développement (2017). La cohérence des politiques pour le développement exige que l'UE prenne en compte les objectifs de la coopération au développement dans les politiques qu'elle met en œuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement. Voir CE, [Policy Coherence for Development](#) and CONCORD, 2022, [A Test of the EU's Integrity Towards the 2030 Agenda: The Status of Policy Coherence for Sustainable Development](#)

Plusieurs textes européens qui interdisent notamment certains produits en raison des risques qu'ils présentent pour la santé publique et l'environnement, ne s'appliquent pas lorsque les biens produits dans l'UE sont destinés à être utilisés ou consommés dans des pays non-membres de l'UE.

En effet, plusieurs règles européennes ne s'appliquent généralement qu'en ce qui concerne la "**mise sur le marché européen**", ce qui exclut un produit fabriqué dans un État membre de l'UE en vue de son exportation vers un pays tiers.³

Cela signifie que les entreprises européennes sont autorisées à vendre en dehors de l'UE des produits polluants qui sont toujours produits dans l'UE mais dont la vente ou la mise sur le marché est interdite sur le marché unique.

Cette note présente des exemples de lacunes existantes dans la législation européenne qui permettent aux entreprises de l'UE de tirer profit de la vente de produits nocifs et de nuire à l'environnement et à la santé des personnes vivant en dehors de l'UE – en particulier dans les pays à revenu faible ou moyen. Et elle plaide pour l'adoption d'une législation horizontale pour mettre fin à ces exportations.

³ EU Commission, 2022, [The 'Blue Guide' on the implementation of EU product rules](#)



Pesticides dangereux

Le règlement (CE) 1107/2009 relatif à la mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques vise à "**assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement**". Il définit les exigences auxquelles les produits pesticides doivent se conformer pour être vendus sur le marché de l'UE. Le règlement (CE) 396/2005 définit quant à lui les limites maximales de résidus de pesticides admis dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux pour prévenir les effets nocifs sur la santé humaine ou des effets inacceptables sur l'environnement. Bien que ces règlements présentent certaines limites, ils mettent en œuvre le principe de précaution, pierre angulaire du droit européen de l'environnement.

Il reste que le règlement 1107/2009 ne couvre que l'autorisation nécessaire à la mise sur le marché de l'UE. Autrement dit, les exigences ne s'appliquent pas aux pesticides produits dans l'UE et destinés à être exportés vers des pays non-membres de l'UE. Ainsi, alors que l'UE a interdit, au cours des dernières décennies, plusieurs pesticides en raison de leur nocivité pour la santé ou l'environnement, ces substances peuvent encore être produites dans l'UE⁶ et exportées vers des pays tiers par les entreprises chimiques de l'UE telles que Bayer ou BASF.⁷

⁴ [Règlement \(CE\) No 1107/2009](#)

⁵ [Règlement \(CE\) No 396/2005](#)

Ironie du sort, certains de ces pesticides interdits reviennent dans l'UE par le biais de produits importés, affectant ainsi les consommateurs européens. Des résidus de pesticides non autorisés ou interdits dans l'UE ont ainsi été trouvés dans des citrons verts brésiliens vendus dans des magasins de huit pays de l'UE⁸ ainsi que dans d'autres fruits comme les mangues et les papayes vendues en Allemagne.⁹

Dès les années 1990, plusieurs États africains ont demandé l'adoption de mesures destinées à restreindre le commerce des substances dangereuses qui ont été **"frappées d'interdiction, annulées ou dont l'enregistrement a été refusé par les actes réglementaires des gouvernements, ou dont l'enregistrement a été volontairement retiré dans le pays de production pour des raisons de protection de la santé humaine et de l'environnement"**.¹⁰

Sous la pression de la société civile¹¹, la Commission européenne avait pris l'engagement en 2020 de légiférer en vue de mettre fin à la production et à l'exportation de tous les produits chimiques interdits et dangereux d'ici 2023. Mais elle ne l'a pas fait jusqu'à présent. Si certains États membres, comme la France¹² et la Belgique¹³, ont récemment pris des mesures pour interdire, au moins partiellement, l'exportation de pesticides dangereux, il n'existe pas encore d'interdiction à l'échelle européenne.

⁶ Un règlement distinct, le [règlement \(UE\) n° 649/2012](#), exige simplement que les exportateurs notifient l'autorité compétente de l'État membre de l'UE avant l'exportation d'un produit chimique dangereux. Ce règlement met en œuvre la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (1998).

⁷ The Guardian, 2023, [EU firms accused of 'abhorrent' export of banned pesticides to Brazil](#)

⁸ Greenpeace Germany, 2023, [A toxic cocktail: The EU-Mercosur Deal - Limes reveal how European pesticides travel around the world \(and back\)](#).

⁹ Greenpeace Germany, 2021, [Pestizide aus Deutschland in brasilianischem Obst](#)

¹⁰ [Convention de Bamako Article 2](#).

¹¹ PAN Europe, 2020, [Prohibiting the export of banned pesticides and the import of food produced with these chemicals](#); PAN Europe, 2024, [Every Life counts - Urging EU commitment to stop EU production and exports of banned and hazardous pesticides in the next strategic agenda](#)

¹² Article L. 253-8-IV du code maritime et de la pêche (France), loi EGAlim de 2018.

¹³ Arrêté royal du 19 Novembre 2023 interdisant l'exportation de certaines substances dangereuses vers les pays non-membres de l'UE.

Impacts sur les travailleurs, les communautés locales et l'environnement dans les pays du Sud

Selon une enquête de Public Eye de 2018, plus de 80 000 tonnes de pesticides contenant des substances interdites au sein de l'UE ont été exportées¹⁴ dont une part importante vers des pays à revenu faible ou intermédiaire, comme le Brésil et le Mexique. Certaines de ces substances sont connues pour tuer les abeilles, provoquer la maladie de Parkinson, ou encore avoir des propriétés de perturbation endocrinienne et de génotoxicité. D'autres enfin sont très toxiques pour les organismes aquatiques, même à de faibles concentrations.¹⁵

À l'échelle mondiale, des dizaines de millions de personnes souffrent chaque année d'empoisonnements involontaires aux pesticides, notamment dans les pays du Sud¹⁶. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, une grande partie de la population travaille dans l'agriculture ou réside à proximité de champs agricoles, où les pesticides sont appliqués sans protection adéquate pour les travailleurs. Les populations, en particulier les enfants, sont en première ligne de la pollution chimique. En raison de leur petite taille, de leur croissance rapide et de leurs habitudes comportementales, ils sont les plus touchés par les substances nocives, même à très faible dose. Leur exposition provoque des effets néfastes à long terme et irréversibles sur leur santé, notamment des cancers ou des diabètes infantiles.¹⁸

¹⁴ Public Eye, 2020, [Banned in Europe : How the EU exports pesticides too dangerous for use in Europe](#)

¹⁵ PNUE, 2021, [Environmental and Health Impacts of Pesticides and Fertilizers and Ways of Minimizing Them](#); FAO, 2019, [Declining bee populations pose threat to global food security and nutrition](#); PAN Germany, 2012, [Pesticides and health hazards Facts and figures](#); S. Mostafalou, M. Abdollahi, 2013, [“Pesticides and human chronic diseases: evidences, mechanisms, and perspectives”](#), Journal of Toxicology and Applied Pharmacology, vol. 268(2); L. Bombardi, 2021, [Geography of Asymmetries :the vicious of pesticides and colonialism in the commercial relationship between Mercosur and the European Union](#); [Rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies](#) sur les implications sur les droits humains de la gestion et l'élimination écologiquement rationnelles des substances dangereuses (2020)

¹⁶ À l'échelle mondiale, l'[OMS](#) a estimé en 1990 qu'environ 25 millions de cas d'empoisonnement par les pesticides se produisaient chaque année, dont 220 000 décès, principalement dans les pays en développement. Une autre étude a estimé que 385 millions de personnes pourraient souffrir chaque année d'un empoisonnement involontaire par les pesticides (UAPP), 95 % des cas survenant dans les pays du Sud. Cette estimation a été réalisée en extrapolant les résultats d'une revue de la littérature scientifique publiée entre 2006 et 2018 (157 publications couvrant 58 pays et recensant environ 740 000 cas annuels, dont 7 500 décès), complétée par des données de mortalité de l'OMS (Voir Boedeker W, Watts M, Clausen P, Marquez E., 2020, [The global distribution of acute unintentional pesticide poisoning: estimations based on a systematic review](#). BMC Public Health

¹⁷ Déclaration conjointe, 2022, [NGOs And Trade Unions Demand The End Of EU's Export Of Banned Pesticides And Other Hazardous Chemicals](#)

¹⁸ CRIN, 2024, [Children's Rights and Hazardous Chemicals](#): Strengthening legislation in the EU.



Jouets toxiques

La directive 2009/48/CE¹⁹ contient des règles pour protéger les enfants des risques liés aux jouets. En 2023, la Commission a publié une proposition de règlement sur la sécurité des jouets visant à actualiser ces règles.²⁰ Le règlement continuera d'interdire les substances cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction. Pour améliorer la protection de la santé des enfants, la Commission propose d'étendre l'interdiction à d'autres substances chimiques.

Cependant, tout comme la directive de 2009, le règlement proposé ne s'applique qu'aux jouets produits pour le marché européen. Il permet ainsi aux fabricants établis dans l'UE de produire des jouets toxiques tant qu'ils ne sont pas vendus dans l'UE, ce qui va à l'encontre des engagements pris par l'UE pour protéger la santé des enfants et faire respecter leurs droits dans le monde entier.²¹ La convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant reconnaît en effet le droit de tous les enfants à bénéficier du meilleur départ possible dans la vie, à développer tout leur potentiel et à grandir en bonne santé. Tous les enfants, quel que soit leur lieu de résidence, devraient pouvoir jouir de ces droits, sans risquer d'être exposés à des substances toxiques lors de l'utilisation de jouets.

¹⁹ [Directive 2009/48/EC](#)

²⁰ Voir la [proposition](#) de règlement de la CE, 2023

²¹ Commission européenne, [La stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant et la garantie européenne pour l'enfance](#)

Impacts sur les enfants

La réglementation européenne en matière de sécurité des jouets a été introduite en réponse aux inquiétudes liés aux risques que les jouets font courir aux enfants (risques d'étouffement, inflammabilité ou exposition à des substances cancérigènes). Comme l'explique la Commission, **"les jouets dangereux mettent les enfants en danger et peuvent entraîner des accidents parfois mortels"**²². Selon le rapporteur spécial des Nations Unies sur les produits toxiques et les droits humains, Marcos Orellana, **"les enfants subissent une atteinte silencieuse à leur droit à la santé, et souvent à leur droit à la vie, lorsque des jouets en plastique, des ustensiles et d'autres produits contiennent des substances toxiques qui s'infiltrant et pénètrent dans leur corps"**.²³

Même au sein du marché de l'UE, où des règles sur la sécurité des jouets s'appliquent, il n'est pas possible de quantifier la part exacte de jouets dangereux vendus.²⁴ Le manque de données disponibles est similaire concernant les exportations : à l'heure actuelle, personne ne vérifie si les jouets exportés depuis l'UE comportent des caractéristiques dangereuses non autorisées pour les jouets vendus dans l'UE. Il est nécessaire que des recherches supplémentaires soient menées pour combler ce manque de données et déterminer la proportion de jouets dangereux exportés par l'UE.

Avec l'actualisation des règles de sécurité dans le cadre du nouveau règlement sur la sécurité des jouets, davantage de produits chimiques seront interdits. La Commission estime que le nombre de substances chimiques couvertes augmentera de près de 10 à 30 %, ce qui concernera 9 à 14 % des modèles de jouets²⁵. Mais ce chiffre pourrait être plus élevé en fonction de la version finale du règlement. La plupart de ces substances chimiques commenceront à être interdites dans les jouets une fois qu'elles auront reçu une classification harmonisée en vertu du règlement européen sur la classification, l'emballage et l'étiquetage. Par conséquent, ces interdictions n'entreront en vigueur que progressivement. Il est important de veiller à ce que les jouets produits dans l'UE et qui ne seront plus admis sur le marché intérieur en raison des nouvelles règles ne soient pas exportés en dehors de l'UE.

²² Commission européenne, 2023, [Proposition de règlement sur la sécurité des jouets](#)

²³ [Déclaration](#) de Marcos A Orellana, 2020

²⁴ Commission européenne, 2023, [Proposition de règlement sur la sécurité des jouets](#)

²⁵ Commission européenne, 2023, [Rapport d'analyse d'impact accompagnant la proposition de règlement relatif à la sécurité des jouets](#)



Plastiques jetables

La directive n° 2019/904 interdit la mise sur le marché européen de plusieurs produits en plastique à usage unique particulièrement polluants, tels que les couverts et assiettes en plastique à usage unique et les contenants alimentaires en polystyrène expansé²⁶. Les objectifs de la directive sont de **“prévenir et réduire l'impact de certains produits en plastique sur l'environnement, en particulier le milieu aquatique, et sur la santé humaine, ainsi que de promouvoir la transition vers une économie circulaire”**.²⁷

Le monde fait face à une pollution liée aux plastiques de grande ampleur : présence de microplastiques dans l'air, dans la nourriture, dans nos organes et notre sang.²⁸ Les scientifiques estiment que sur l'ensemble des déchets plastiques produits dans le monde, seuls 9 % ont été recyclés. Sans parler des impacts climatiques associés au plastique, depuis sa production à partir de combustibles fossiles jusqu'à sa fin de vie (incinération, mise en décharge).

Or, la directive européenne n'interdit que la mise sur le marché européen de certains produits en plastique à usage unique, alors que ces mêmes produits peuvent être fabriqués dans l'UE en vue de leur exportation vers d'autres marchés.³⁰

²⁶ [Directive \(EU\) 2019/904](#)

²⁷ [Directive \(EU\) 2019/904](#), article 1.

²⁸ Heather, L. A., van Velzen, M. J. M., Brandsma, S. H., Vethaak, A. D., Garcia-Vallejo, J. J. & Lamoree, M. H., 2022, [Discovery and quantification of plastic particle pollution in human blood..](#) Environment International 163: 107199.

²⁹ Geyer, R., Jambeck, J. R. & Law, K. L., 2017, [Production, use, and fate of all plastics ever made.](#) In: Science Advances 3, e1700782.

³⁰ Greenpeace Germany, 2023, [The EU's dirty plastic secret](#)

Impacts sur les personnes et l'environnement en dehors de l'UE

On estime que près de 170 000 milliards de particules de plastique dérivent actuellement dans les océans.³¹ De plus en plus de preuves scientifiques établissent un lien entre les substances chimiques contenues dans les plastiques et de graves problèmes de santé, tels que divers cancers, le diabète, des troubles neurologiques et des problèmes de fertilité.³²

Une grande partie des emballages plastiques ne sont pas conçus pour être réutilisés et de nombreux plastiques à usage unique n'ont pas d'autre destination que les décharges, les incinérateurs, les rivières et les océans. On s'attend donc à ce qu'une part importante des produits en plastique de l'UE finisse dans des décharges à ciel ouvert, des incinérateurs ou les eaux, en Europe ou en dehors de l'Europe. Les pays à faible revenu, qui reçoivent beaucoup de déchets plastiques des pays à revenu plus élevé et qui disposent de systèmes de gestion des déchets limités, sont particulièrement exposés aux plastiques, mais peu de recherches ont été menées jusqu'à présent sur l'impact des plastiques sur la santé des populations du Sud.³³

Les pays du Sud sont confrontés à une crise croissante des déchets plastiques : la production et l'utilisation non réglementées du plastique exacerbent le changement climatique, nuisent à la qualité de l'eau et contribuent à la perte de biodiversité sur leurs territoires,³⁴ tout en affectant les communautés locales. Il n'est donc pas étonnant qu'un groupe de pays comprenant des pays du Sud, propose une interdiction mondiale de plusieurs produits en plastique à usage unique.³⁵

³¹ Eriksen, M., Cowger, W., Erdle, L. M., Coffin, S., Villarrubia-Gómez, P., Moore, C.J., Carpenter, E. J., Day, R. H., Thiel, M. & Wilcox, C., 2023, [A growing plastic smog, now estimated to be over 170 trillion plastic particles afloat in the world's oceans – Urgent solutions required](#). In: PLoS ONE 18 (3): e0281596.

³² Health and Environment Alliance, 2020, [Turning The Plastic Tide: The Chemicals In Plastic That Put Our Health At Risk](#).

³³ TIME, 2023, [There's Almost No Research on the Health Impact of Plastic Chemicals in the Global South](#)

³⁴ Xinhua, 2023, [Global South campaigners march in Kenya amid calls to phase out plastics](#)

³⁵ [UNEP Conference Room Paper on an Initial List of Problematic and Avoidable Plastic Products Considered for Elimination](#)



Toxique pour l'Europe, mais acceptable pour le reste du monde ?

L'UE affirme que ses partenaires commerciaux sont des "partenaires égaux" et qu'elle souhaite soutenir le développement durable des pays du Sud. Cependant, la législation européenne permet à ses entreprises de tirer profit de la production et de l'exportation vers des pays tiers de biens jugés trop dangereux ou impropres au marché, à l'environnement et à la population de l'UE. Cette pratique est contraire à l'obligation de l'UE d'assurer la cohérence des politiques de développement, telle qu'elle est inscrite dans les traités de l'UE³⁶. Elle va par ailleurs à l'encontre de l'engagement de l'UE de promouvoir les droits humains dans le monde entier.³⁷

Au-delà des cas mentionnés ci-dessus, il existe d'autres exemples de règles protégeant les personnes, le bien-être animal et l'environnement dans l'UE, mais ne prenant pas en compte les exportations de produits toxiques vers des pays tiers :

³⁶ Commission européenne, [Cohérence des politiques pour le développement](#)

³⁷ EEAS, [EU Action Plan on Human Rights and Democracy 2020-2024](#)

- **Systèmes d'Intelligence Artificielle (IA) intrusifs** : la nouvelle législation européenne sur l'IA contient des règles visant à protéger les citoyens de l'UE contre les systèmes d'IA présentant un risque inacceptable pour les droits fondamentaux. Sont par exemple interdits, les systèmes d'IA qui manipulent le comportement humain, catégorisent les personnes sur la base de leurs données biométriques pour en déduire leur orientation sexuelle, les applications de reconnaissance des émotions sur le lieu de travail, l'extraction non ciblée d'images faciales sur l'internet ou de séquences de vidéosurveillance afin de créer des bases de données de reconnaissance faciale, ainsi que la plupart des utilisations de la reconnaissance faciale dans les lieux publics.³⁸ Toutefois, les entreprises basées dans l'UE sont autorisées à produire des systèmes d'IA interdits dès lors qu'ils sont destinés à être utilisés dans des pays non-membres de l'UE.³⁹ Ces systèmes peuvent ainsi être exportés vers des pays où ils sont utilisés au mépris des droits humains. Il est documenté que les entreprises européennes exportent par exemple des systèmes de reconnaissance faciale et de reconnaissance des émotions vers la Chine⁴⁰ et des technologies de reconnaissance faciale dans les territoires palestiniens occupés⁴¹.
- **Produits chimiques industriels dangereux** : alors que le règlement européen « REACH » restreint l'utilisation de certaines substances industrielles très préoccupantes, telles que le plomb, pour protéger l'environnement et la santé des travailleurs et des consommateurs, ces limitations ne s'appliquent pas toujours aux exportations de ces produits chimiques industriels dangereux.⁴² La Banque mondiale indique qu'en 2019, l'exposition au plomb a causé à elle seule le décès prématuré de plus de 5,5 millions de personnes dans le monde.⁴³ En 2022, le plomb et ses composés représentaient 5 % des exportations de produits chimiques déclarées par l'UE, à destination de toutes les régions du monde, y compris l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie.⁴⁴ D'après l'Agence européenne des produits chimiques, plus de 6 560 000 tonnes de produits chimiques dangereux interdits ou strictement réglementés dans l'UE ont été exportés de l'UE vers d'autres pays en 2020.⁴⁵

³⁸ Parlement européen, 2023, [Artificial Intelligence Act: deal on comprehensive rules for trustworthy AI](#)

³⁹ Amnesty International, 2023, [Lawmakers reluctant to stop EU companies profiting from surveillance and abuse through the AI Act](#)

⁴⁰ Amnesty International, 2020, [EU companies selling surveillance tools to China's human rights abusers](#)

⁴¹ Amnesty International, 2023, [Israel/OPT: Israeli authorities are using facial recognition technology to entrench apartheid](#)

⁴² [Règlement \(CE\) No 1907/2006](#)

⁴³ Banque Mondiale, 2023, [Chemical pollution – the next global crisis](#)

⁴⁴ ECHA, 2023, [Report on exports and imports in 2022 of chemicals listed in Annex I to the PIC Regulation](#)

⁴⁵ ECHA, 2021, [Report on exports and imports in 2020 of chemicals listed in Annex I to the PIC Regulation](#)

- **Cages en batterie** : depuis 2012, la directive 1999/74/CE interdit les cages en batterie pour les poules pondeuses.⁴⁶ Selon la Commission européenne, il existe *“des preuves substantielles que l'interdiction de l'utilisation des cages en batterie conventionnelles pour les poules pondeuses pourrait considérablement améliorer la santé et le bien-être de ces oiseaux”*⁴⁷. Si l'utilisation de ces cages pour les poules pondeuses est désormais interdite dans l'UE, les entreprises basées dans l'UE sont toujours autorisées à vendre ce type d'équipement ailleurs. Par exemple, des rapports indiquent que des entreprises européennes promeuvent et vendent ces cages en batterie à des éleveurs asiatiques⁴⁸.
- **Téléphones éphémères** : fin 2023, les institutions de l'UE sont parvenues à un accord sur le règlement relatif à l'écoconception des produits durables. Ce règlement crée un cadre qui permettra d'introduire progressivement des exigences d'écoconception pour les produits dans l'UE.⁴⁹ Le règlement introduira plusieurs d'exigences visant à rendre les produits plus durables, réparables et résistants. L'un des éléments clés est que l'UE interdira l'obsolescence programmée : les fabricants ne pourront plus limiter délibérément la durée de vie des produits, par exemple les téléphones portables, par le biais des caractéristiques de conception. Mais, les fabricants établis dans l'UE pourront continuer à produire des téléphones et d'autres produits à courte durée de vie, à condition de ne les vendre qu'en dehors de l'UE.

⁴⁶ [Directive 1999/74/EC](#)

⁴⁷ CE, 2008, [Bien-être des animaux : le rapport de la Commission confirme les avantages d'une interdiction des cages en batterie conventionnelles pour les poules pondeuses](#)

⁴⁸ World Animal Protection, 2015, [European companies promoting prohibited farming systems abroad](#)

⁴⁹ Commission européenne, 2023, [La Commission se félicite de l'accord provisoire conclu pour des produits plus durables, réparables et circulaires](#).



Nos demandes

Il est hypocrite, injuste et intolérable d'exporter vers d'autres pays des produits que les législateurs de l'UE jugent dangereux pour les Européens. La volonté politique doit permettre de **remédier à cette politique de deux poids, deux mesures**. Les lacunes décrites dans cette note se trouvent dans différentes législations européennes, mais elles peuvent être comblées simultanément par un seul texte législatif transversal.

Il existe déjà des précédents dans certaines législations sectorielles. Par exemple, le règlement européen interdisant les biens produits par le travail forcé vise non seulement les importations dans l'UE, mais aussi les exportations de l'UE.⁵⁰ Le règlement sur le mercure interdit la vente, la fabrication et l'exportation de mercure et de certains produits à base de mercure, tels que les lampes toxiques contenant du mercure.⁵¹

Pour combler les lacunes qui affectent les échanges commerciaux entre l'UE et les pays tiers, l'UE doit aborder la question de manière globale et combler toutes les lacunes existantes au moyen d'une **législation horizontale européenne** empêchant l'exportation à partir de l'UE de biens dont la vente, l'utilisation ou la consommation dans l'UE n'est pas autorisée par la législation européenne.

⁵⁰ [Le Conseil et le Parlement parviennent à un accord sur l'interdiction des produits issus du travail forcé](#)

⁵¹ Commission européenne, 2024, [La Commission se félicite de l'accord provisoire visant à interdire les derniers cas d'utilisation intentionnelle du mercure toxique dans l'UE*](#)

L'UE devrait utiliser des moyens diplomatiques pour impliquer les pays du Sud et les populations touchées dans le Sud lors de l'élaboration de la nouvelle législation. Elle doit également mettre en place des mesures d'accompagnement pour atténuer les effets secondaires potentiels de cette législation sur les pays du Sud, par exemple en coopérant à la mise en œuvre de programmes contribuant à la transition en vue de l'abandon progressif de ces produits nocifs, tout en reconnaissant le rôle joué par l'UE dans l'encouragement et le maintien de ces dépendances. Ces mesures d'accompagnement doivent être fondées sur des évaluations *ex ante* approfondies de la durabilité et de l'impact sur les droits humains.

Les décideurs européens doivent s'assurer que la politique commerciale de l'Union est alignée sur ses valeurs et ses engagements : un produit inacceptable pour le marché européen, en raison de ses effets sur la santé, les droits humains, l'environnement ou le climat, doit également être inacceptable pour les marchés des partenaires commerciaux de l'UE, ainsi que pour leurs populations et leurs écosystèmes.

-

Ce rapport présente l'accord de base entre les organisations de la société civile signataires qui demandent l'interdiction de l'exportation de produits interdits dans l'UE. Cependant, toutes les organisations n'ont pas nécessairement pris position sur toutes les questions abordées dans ce document, tandis que certaines ont des positions qui sont parfois plus spécifiques et plus étendues que celles décrites ici.

Signataires

INITIATEURS



SOUTIENS



